Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les politiciens allemands et les médias mettent en garde contre la prochaine crise financière mondiale

Par Peter Schwarz
Mondialisation.ca, 02 décembre 2009
WSWS 2 décembre 2009

Région : L'Europe
Thème: Économie

Dans les hautes sphères du milieu politique allemand la crainte d'un second krach financier international dépassant en intensité et en impact celui de l'automne 2008 augmente de jour en jour.

Ce week-end, la chancelière Angela Merkel et le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, (tous deux de l'Union chrétienne-démocrate, CDU) ont mis en garde que la crise économique était loin d'être terminée. « Nous avons tout d'abord réussi à limiter les effets de la crise sur les gens, mais le plus dur est à venir, » a dit Merkel au cours d'une réunion du CDU.

Schäuble a comparé la présente crise financière à la chute du Mur de Berlin vingt ans plus tôt. « La crise financière changera le monde aussi profondément que le fit la chute du Mur [de Berlin]. L'équilibre entre les Etats-Unis, l'Asie et l'Europe est en train de se déplacer radicalement, » a-t-il déclaré au journal *Bild am Sonntag.* Il a également appelé les banquiers à faire preuve de retenue dans le versement des bonus.

Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, a émis des craintes quant à un effondrement social en cas d'une nouvelle série de faillites bancaires. « Il est certainement trop tôt pour dire que la crise est finie, » a-t-il déclaré lors d'un congrès bancaire à Francfort en ajoutant l'avertissement : « Nos démocraties n'accepteront pas une seconde fois de voler au secours de l'économie financière avec l'argent des contribuables. »

L'énorme bulle spéculative qui s'est formée sur les marchés d'actions au cours de ces huit derniers mois est considérée être le plus gros facteur de risque d'un nouveau krach. Les indices boursiers les plus importants, le Dow Jones, le Nikkei japonais et le DAX allemand, ont grimpé de 50 à 60 pour cent depuis mars. Les cours du pétrole brut, du cuivre et d'autres matières premières ont plus que doublé. Ces énormes augmentations ne sont fondées sur aucune croissance économique correspondante. Au contraire : l'activité économique a chuté dans de nombreux pays et de nombreuses entreprises affichent encore des pertes.

La montée des cours est due à la quantité énorme de liquidités que les gouvernements et les banques centrales ont injectée dans l'économie. Les institutions financières sont en mesure d'emprunter à taux d'intérêt quasi zéro des sommes d'argent illimitées auprès des banques centrales et de réaliser ainsi des gains spéculatifs considérables. De même, les milliers de milliards provenant de l'argent des contribuables et qui ont été dépensés pour renflouer l'économie ne sont pas utilisés pour des investissements mais sont destinés à des

activités spéculatives, à l'octroi de dividendes élevés aux actionnaires et au versement de bonus exorbitants aux banquiers.

« Les cours boursiers grimpent parce que l'argent doit aller quelque part, et non pas, parce que les actions en soi sont considérées comme attractives, » écrit l'hebdomadaire économique allemand *Wirtschaftswoche,* dans son analyse de l'actuel essor boursier. Selon le magazine, le price earning ratio (PER), le rapport du cours d'une action au bénéfice par action d'une entreprise d'un secteur donné, a atteint un maximum historique de 133. A partir d'un PER de 14 ou plus l'on estime que les actions sont surévaluées.

Les conséquences de la crise font que des centaines de milliers de travailleurs, rien qu'aux Etats-Unis perdent leur emploi tous les mois, que les travailleurs sont obligés de subir des pertes de salaires et que les programmes sociaux sont réduits à grande échelle. Dans le même temps, les orgies d'enrichissement en haut de l'échelle sociale ont atteint le même niveau qu'avant la crise, voire même un niveau bien supérieur.

Les grandes banques d'investissement et les fonds spéculatifs débourseront cette année plus de 100 milliards de dollars de bonus à leur personnel. Goldman Sachs, la banque américaine a mis de côté 17 milliards de dollars à cette fin. En Allemagne, les 30 plus grandes entreprises cotées au DAX projettent de transférer au printemps 2010 plus 20 milliards d'euros à leurs actionnaires. Ce qui représente 71 pour cent de leurs bénéfices nets. Lors de l'année record précédente, en 2007, ce chiffre avait seulement été de 45 pour cent. En conséquence, il en restera d'autant moins pour de nouveaux investissements.

Telle est la toile de fond des avertissements émis par Merkel, Schäuble et Trichet. Ils craignent que l'enrichissement impudent de l'oligarchie financière, en corrélation avec une nouvelle crise sur les marchés financiers, ne déclenche une rébellion sociale incontrôlable.

De nombreux analystes considèrent qu'un autre krach financier est inévitable. Le numéro de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* de cette semaine a annoncé en couverture en style bande dessinée un article intitulé: « La bombe à milliards ». L'article de douze pages commence en faisant remarquer que la question n'est pas de savoir si l'actuelle bulle boursière va éclater, mais plutôt quand cela va se produire…

S'ensuit un tableau dévastateur de l'état actuel de la société capitaliste : « En plein milieu d'une économie mondiale encore frappée par la crise, l'élite financière est à nouveau en train d'engranger des milliards, » peut-on lire dans l'article. « La vieille cupidité est de retour et les vieux hybrides aussi. » Jamais auparavant dans l'histoire économique moderne, « l'industrie financière n'avait eu droit à un accès aussi libre aux finances de l'Etat. » *Der Spiegel* met en garde expressément contre le « risque d'une hyperinflation, une dépréciation ultra rapide de la monnaie, comme l'avait connue l'Allemagne au début des années 1920. »

Parallèlement, en citant Adair Turner, le président de l'Autorité britannique des services financiers, l'article souligne les effets idéologiques de la crise. Il n'est pas seulement question d'une crise de banques individuelles, mais aussi d'une crise de « la pensée intellectuelle » : « Notre conception que les prix véhiculent d'importantes informations, que les marchés se comportent rationnellement en se corrigeant eux-mêmes en cas d'irrationalité, tout cela a été remis en question. » En d'autres termes, le capitalisme et l'économie de libre marché sont totalement discrédités.

Der Spiegel dirige sa principale attaque contre le gouvernement américain. « L'industrie financière aux Etats-Unis est régulée par l'industrie financière, et pas par le ministre des Finances [secrétaire au trésor], » se plaint-il en énumérant de nombreuses personnalités dont les carrières ont commencé dans la haute hiérarchie de banques telles Goldman Sachs pour les mener à des postes dans la haute hiérarchie du secrétariat au trésor ou dans le proche entourage du président Barack Obama, pour ensuite faire le parcours inverse. « Si l'on regarde les Etats-Unis avec la même froideur analytique que la Russie, » observe l'article en citant l'économiste américain, James Galbraith, « l'on ne pourrait s'empêcher de parler du pouvoir d'un oligopole constitué de politiciens et de banquiers. Les puissants individus à Wall Street ou à Washington ne sont pas moins interconnectés que le sont le premier ministre Vladimir Poutine et les magnats industriels qui contrôlent l'empire russe des matières premières. »

Der Spiegel parle au nom de cette section de l'élite dirigeante allemande qui veut mettre fin aussi vite que possible aux mesures inflationnistes du financement de l'Etat et de la politique de l'argent bon marché en plaidant au contraire pour une baisse de la taxe professionnelle et des économies budgétaires drastiques. Bien que ceci entraînerait un démantèlement substantiel des programmes sociaux et un accroissement à court terme du nombre de faillites bancaires et de licenciements, cela passe pour un moindre mal par rapport à un soudain effondrement de l'économie et ses conséquences sociales incalculables.

En essence, l'attitude de *Der Spiegel* correspond à celle du gouvernement de Berlin. La coalition sortante entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates avait déjà fait inscrire un « frein à l'endettement » dans la constitution peu de temps avant les élections législatives de septembre et qui oblige à présent le nouveau gouvernement à suivre la voie d'une politique d'austérité draconienne. Le nouvel endettement de l'Etat qui s'élève actuellement à 86 milliards d'euros doit être réduit à 10 milliards d'ici 2016. Le ministre des Finance Schäuble a souligné à maintes reprises vouloir appliquer le frein à l'endettement et respecter le pacte de stabilité de l'Union européenne limitant la dette publique à trois pour cent du Produit intérieur brut.

Mais, diverses pressions politiques intérieures et extérieures font que l'application de cette politique d'austérité sera retardée d'environ un an. La chancelière Merkel craint une érosion plus grande du soutien du CDU et la perte de sa majorité gouvernementale au *Bundesrat* (la chambre haute du parlement allemand) si elle appliquait immédiatement après les élections des coupes sociales. Au niveau international, il existe de sérieuses différences avec Washington et Londres en matière de politique financière et qui avaient déjà provoqué des conflits lors du sommet du G20 à Pittsburgh.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui ont sacrifié une grande partie de leur base industrielle au secteur financier ont beaucoup moins intérêt à une politique monétaire restrictive que l'Allemagne dont l'économie d'exportation compte parmi les plus fortes du monde et qui redoute les effets d'un faible dollar sur sa compétitivité. La véhémence avec laquelle *Der Spiegel* attaque à présent le secteur financier américain révèle l'acuité des tensions mutuelles et qui sont rarement abordées ouvertement.

La population laborieuse doit considérer tout ceci comme un avertissement. La crise mondiale du capitalisme a atteint un point où le compromis social et politique n'est plus possible. Les travailleurs doivent se préparer à des luttes sociales féroces.

Article original, WSWS, paru le 26 novembre 2009.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Peter Schwarz, WSWS, 2009

Articles Par : Peter Schwarz

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca